

10 mythes sur l'assurance-médicaments

DÉMYTHIFIÉS !

Le Canada a besoin d'un régime public et universel d'assurance-médicaments afin de donner accès, à tous et toutes, aux médicaments dont ils ont besoin. Les grandes compagnies pharmaceutiques et d'assurances véhiculent des mythes au sujet de ce régime parce qu'elles essaient désespérément de protéger leurs profits. Ce document fait éclater certains de ces mythes et explique pourquoi ce régime public et universel est nécessaire, efficace et abordable.

 **Le Canada n'a pas les moyens de payer un régime public et universel d'assurance-médicaments.**

Faits :

Un tel régime d'assurance-médicaments permettrait au Canada d'économiser des milliards de dollars à chaque année. Actuellement, le Canada paie les troisièmes prix les plus élevés au monde pour les médicaments. Avec un régime universel, nous pourrions négocier des prix inférieurs en achetant en masse les médicaments pour l'ensemble du pays. Le régime universel permettrait aux employeurs d'économiser car ils n'auraient plus à payer pour assurer leurs employés, et les ménages économiseraient aussi car ils n'auraient plus à payer de franchises ou quotes-parts élevées pour les médicaments. Sans parler des économies pour le système de soins de santé en réduisant les visites inutiles chez le médecin ou les séjours à l'hôpital des personnes qui ne peuvent payer leurs médicaments. Le Canada ne peut se permettre de ne pas adopter un régime universel d'assurance-médicaments.

 **Un régime universel d'assurance-médicaments limiterait l'accès aux nouveaux médicaments.**

Faits :

Un régime universel d'assurance-médicaments assurerait l'accès à des médicaments de grande qualité et aux nouveaux médicaments innovateurs. Selon les études, six nouveaux médicaments sur dix n'offrent aucun avantage thérapeutique par rapport à des médicaments déjà sur le marché; ces nouveaux médicaments sont tout simplement plus dispendieux. Un régime universel d'assurance-médicaments couvrirait des médicaments dont l'innocuité, l'efficacité et la pertinence sont basées sur des données probantes.

 **Si nous payons moins pour les médicaments, les compagnies pharmaceutiques ne voudront plus vendre leurs médicaments au Canada.**

Faits :

Tous les pays à revenu élevé, sauf le Canada et les États-Unis, ont un régime universel d'assurance-médicaments. Les compagnies pharmaceutiques continuent de vendre leurs médicaments à ces pays. Ces pays paient moins pour les médicaments et ont toujours accès à un aussi grand nombre de médicaments que le Canada.

 **Je ne bénéficierais pas d'un régime universel car je suis déjà couvert(e) par mon employeur.**

Faits :

Très peu de régimes fournis par l'employeur couvrent 100 % du coût des médicaments. La plupart des régimes s'accompagnent de franchises, de quotes-parts, ou de somme limite annuelle ou mensuelle pouvant être réclamée. Les personnes risquent de perdre leur couverture si elles perdent leur emploi, changent d'emploi ou prennent leur retraite. Avec un régime public et universel d'assurance-médicaments, il n'y aurait pas de quotes-parts ou de franchises, et la couverture ne serait pas liée à l'emploi. Comme les employeurs n'auraient plus à payer pour les régimes d'assurance-médicaments de leurs employés, ils pourraient alors offrir des salaires plus élevés ou d'autres avantages sociaux.

 Puisque que toutes les provinces couvrent les médicaments onéreux, toutes les personnes sont déjà couvertes.

Faits :

La couverture des médicaments onéreux varie grandement au pays. Les régimes provinciaux varient par rapport à qui est couvert et à ce qui est couvert. Plusieurs personnes couvertes par ces régimes ne peuvent toujours pas payer leurs médicaments en raison des primes, des quotes-parts et des franchises. Avec un régime universel, la couverture des médicaments ne dépendrait pas du lieu de résidence. Tous et toutes au Canada auraient accès aux médicaments dont ils ont besoin.

 Le gouvernement fédéral n'a aucun rôle à jouer puisque les soins de santé sont de compétence provinciale.

Faits :

Le gouvernement fédéral offre déjà la couverture des médicaments aux fonctionnaires fédéraux et à certains groupes, notamment les Premières Nations et les Inuits, les militaires et les détenus des prisons fédérales. Il fournit aussi des fonds aux provinces pour dispenser les soins de santé. Le gouvernement fédéral devrait fournir un financement similaire pour le régime universel d'assurance-médicaments afin de motiver les provinces à participer. Avec un leadership du gouvernement fédéral, nous pourrions réduire significativement le prix des médicaments grâce à l'achat en masse de médicaments pour l'ensemble du pays.

 Un régime universel d'assurance-médicaments géré par le gouvernement va signifier gaspillage et inefficacité.

Faits :

Un régime universel d'assurance-médicaments sera plus efficace que système actuel et réduira les coûts administratifs dans l'ensemble. Pour chaque dollar de prime versé aux régimes privés au Canada, 13 % vont à l'administration du régime, alors que seulement 1 % des recettes fiscales allant aux soins de santé publics est consacrée à l'administration.

 Le seul but du régime universel d'assurance-médicaments est d'économiser.

Faits :

Outre économiser, un régime universel d'assurance-médicaments permettrait d'améliorer les pratiques des médecins en matière de prescription, et aiderait les patients à consommer leurs médicaments de la bonne façon. Un organisme indépendant fournirait des informations impartiales et fondées sur les données probantes au sujet des médicaments. Lorsque les médicaments sont prescrits et consommés adéquatement, tout le monde est gagnant.

 Le régime provincial d'assurance-médicaments du Québec devrait servir d'exemple au régime national d'assurance-médicaments.

Faits :

Le Québec offre un mélange inefficace de couverture privée et de couverture publique. Les régimes privés d'assurance-médicaments couvrent les personnes dont l'état de santé leur permet de travailler, et le régime public de la province couvre les autres. Le régime public est dispendieux car il couvre les personnes dont la santé est généralement moins bonne. Le Québec dépense davantage en médicaments par habitant que les autres provinces. Les régimes, public et privé, du Québec s'accompagnent de franchises et de quotes-parts élevées et certaines personnes ont de la difficulté à payer leurs médicaments. Plutôt que suivre le modèle du Québec, le régime national d'assurance-médicaments devrait être financé par l'État et ne pas s'accompagner de franchises ou de quotes-parts.

 Si nous offrons moins d'argent aux compagnies pharmaceutiques, nous allons perdre des emplois en recherche et développement.

Faits :

Offrir plus d'argent aux compagnies pharmaceutiques ne garantit pas qu'elles vont investir davantage et offrir plus d'emplois au Canada. En 1980, le Canada a consenti à prolonger la durée des brevets de médicaments si les compagnies pharmaceutiques acceptaient d'augmenter leurs investissements en recherche et développement au Canada. Or, permettre à ces compagnies d'augmenter leurs profits grâce à des brevets prolongés n'a pas créé plus d'emplois en recherche et développement. En fait, leurs investissements en recherche et développement au Canada ont diminué par rapport aux années 1980.